



## **ANNEXE 7 : Responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**

Le Titulaire s'engage à délivrer à minima annuellement une formation de sensibilisation aux enjeux environnementaux qui prend en compte les particularités des métiers de la propreté.

Le Titulaire s'engage à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, telles que demandeurs d'emploi de longue durée, allocataires des minimas sociaux, publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, les personnes prises en charge par les structures d'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article I-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) notamment.

Le titulaire s'engage à mettre en place des actions concrètes de prévention des violences et du harcèlement sexuel et sexiste (VHSS) sur le lieu de travail et à sensibiliser et former régulièrement les équipes afin de garantir un environnement professionnel respectueux, sécurisé et inclusif pour l'ensemble des collaborateurs.

Le Titulaire partagera toute initiative RSE prise dans son entreprise. Dans une démarche de transparence et d'amélioration continue, le Prestataire communiquera tout document annuel faisant état de l'avancement concret et actualisé d'actions RSE prises plus généralement dans son entreprise.

Le Titulaire devra communiquer les informations suivantes et s'engager sur une amélioration de ses indicateurs :

- Diversité :
  - Index hommes / femmes,
  - Moyenne d'âge des collaborateurs,
  - Répartition entre temps plein et temps partiel,
  - Nombre d'heures sous-traitance.
- Turn-over, absentéisme et arrêts de travail :
  - Nombre total d'entrées / sorties sur les effectifs,
  - Nombre d'heures et types de formations dispensées,
  - Taux d'absentéisme,
  - Nombre d'arrêts de travail en spécifiant les éventuels accidents du travail,
- Inclusivité :
  - Nombre de collaborateurs recruté par un dispositif d'insertion,
  - Nombre de collaborateurs en situation